

se préoccupent pas des recommandations du Livre blanc, ni des recommandations du comité voulant que les droits et impôts sur les successions ne soient pas imposés sur des successions de moins de \$150,000, car au cours de toute leur vie, jamais ces gens ne rencontreront une personne laissant des biens évalués à \$150,000. Ils ne connaîtront peut-être même jamais une personne qui leur léguera quoi que ce soit.

Ils ne sont pas des propriétaires, de ceux qui trônent sur leur domaine, qui admirent la vue et qui luttent jusqu'à leur dernier souffle contre les constructeurs d'immeubles d'appartements. Après tout, le locataire d'un appartement n'est pas établi; il n'a que les voies ferrées ou la fabrique de colle à contempler. Nous avons donc cette division dans notre société et un regard attentif sur l'histoire nous révèle que toutes les révolutions ont commencé à cause de frictions sociales. Considérez les conditions actuelles. Nous avons réparti notre société en groupes d'âge seulement. En parlant des jeunes, nous ne disons jamais «nous»; nous disons «ils». Même l'honorable représentante de Vancouver-Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis) a dit «ils» en parlant des jeunes. La même chose s'applique aux vieillards: «ils» doivent être placés dans des foyers, «ils» doivent trouver des appartements à loyer modique, «ils» doivent recevoir des soins infirmiers. Ce sont eux aussi que nous repoussons vers les banlieues. Car, en définitive, «ils» ne sont pas «nous».

La seule chose que nous avons en commun est qu'il est certain que nous vieillissons. Notre société est stratifiée non seulement par catégories d'âges, mais aussi selon la facilité avec laquelle nous avons le droit d'accéder au succès économique ou aux gains. Il ne s'agissait pas d'une innovation lorsque les avocats ont été stratifiés en un petit groupe très fermé. Pour le bien public, notez bien, et pour le bien public seulement. J'aperçois à la Chambre un député qui était membre du conseil du Barreau à Osgoode Hall et de la Law Society of Upper Canada. Toutefois, nous ne devons pas avoir trop d'avocats disponibles, car ce ne serait pas salubre pour le public. Nous ne devons pas avoir non plus trop de médecins ni d'ingénieurs. Même si ces groupes professionnels étaient autonomes, ils devaient assumer également une responsabilité qui a en quelque sorte été supprimée. Au lieu, nous avons maintenant de nombreux autres groupes calcifiés.

• (9.50 p.m.)

Il n'est désormais plus possible de vous construire un logement ou un abri. On vous impose des restrictions. Vous devez acheter une propriété onéreuse, si elle est disponible. Vous ne pouvez devenir mécanicien sans passer par toutes les phases de l'apprentissage, manœuvre, etc. Vous ne pouvez même pas travailler dur pour arriver à devenir propriétaire ou locataire d'une station-service parce qu'on n'octroie pas de permis. Vous ne pouvez devenir soudeur, maçon, ou quoi que ce soit, à moins de vous adresser à ce petit groupe bien établi. Je parle ici non seulement des groupes professionnels mais également des syndicats. Cela prend longtemps avant d'arriver à occuper dans un syndicat une position telle que vous serez le dernier mis à pied et le premier engagé. Entre-temps, 60 p. 100 des Canadiens veulent aller de

[M. Otto.]

l'avant. Ils sont ambitieux, ils veulent travailler mais toutes les issues sont bloquées. L'histoire prouvera qu'une société qui en est arrivée là est à la veille d'une révolution violente. Malheureusement, nous lisons l'histoire, nous la connaissons, mais nous sommes absolument convaincus qu'elle ne se répétera jamais. Et pourtant elle se répète.

A Toronto et à Vancouver, surtout à Toronto, car je connais très bien la région, pour se loger convenablement on doit payer la moitié du salaire net. Celui qui se lance comme ouvrier optimiste pense gagner un \$9,000 à \$10,000 l'an, montant fantastique. Arrivé à ce niveau, il aura, pense-t-il, une vie plus agréable, il pourra faire un petit voyage, ses enfants seront mieux vêtus et sa famille mangera mieux. Après 13 ans de dur labeur, le voilà récompensé, il gagne effectivement 9 à 10 mille dollars l'an, mais il remporte chez lui moins de \$600 par mois, dont il doit payer \$300 pour un logement non pas somptueux, mais seulement convenable. Il nous déteste. Il en est à l'étape révolutionnaire. Il est enragé car il ne mange pas bien, il n'est pas bien vêtu et ses enfants n'ont pas ce qu'il pensait pouvoir leur donner. Toutes ses années se sont écoulées. Voilà la situation. Peut-on blâmer ceux qui la subissent de s'accrocher à tout manifeste ou à tout ce qui leur semble prometteur?

Le fait est que la société est malade. Alors la question qui se pose est celle-ci, le gouvernement actuel va-t-il reconnaître le besoin de réforme sur une grande échelle? Autrement dit, avons-nous été élus pour être hardis ou prudents? Le député d'Ontario (M. Cafik) a dit que nous devons protéger nos institutions. Je rétorque que toutes les institutions se calcifient, toutes les institutions deviennent stagnantes au bout d'un certain temps et la Chambre n'est pas différente des autres. Ce que je dis aujourd'hui est réellement hors de propos et les gens le savent.

Voyons donc les gens qui forment notre communauté. Ces gens ne respectent pas les députés, les échevins, le directeur du plan ou le commissaire des travaux. Dans toute société, il y a une administration fantôme. Dans la société, on trouve des gens sortis du rang qui contestent les conclusions du commissaire au plan et des commissions, faute de communication. A l'intérieur des syndicats, il y a des cadres fantômes qui n'ont aucune confiance en leurs chefs syndicaux.

**Une voix:** Donnez-nous les réponses.

**M. Otto:** Je vous donnerai la réponse dans un moment. Je suis certain que le député attend très, très patiemment ces réponses.

**Une voix:** C'est vrai.

**M. Otto:** Je prétends qu'avant de protéger ces institutions, il faut se rendre compte si elles en valent la peine ou si elles ont besoin d'être changées. Permettez-moi de me référer au discours du ministre des Finances. Je pourrais en fait le passer totalement en revue ou le résumer mais, en bref, il dit qu'il est heureux de voir que les hommes d'affaires du pays vont désormais faire des bénéfices moindres. N'est-ce pas là «le meilleur des mondes»? Je croyais que nous étions dans un nouveau monde, un nouveau lieu d'aventures, un endroit plein de possibilités où l'on pouvait réaliser des bénéfices toujours